

même qui, de retour d'un voyage en Chine en mai, estimait qu'une Chine «forte et en sécurité» était dans l'intérêt des États-Unis...

On peu dès lors parler d'une erreur de jugement soviétique: cette mise en garde publique à l'adresse des États-Unis avait tout pour encourager Américains et surtout Chinois à mener à son terme le processus de normalisation.

Dès le lendemain, 26 juin, lors d'une conférence de presse, le président Carter rejetait l'accusation soviétique: «Nous n'essayons pas, ou n'essayerons jamais, de jouer les Soviétiques contre la République de Chine, ou inversement».

Le démenti est net, mais le choix des mots et l'allusion à une éventuelle et implicite «carte soviétique» («jouer les Soviétiques contre la République de Chine») constituent un glissement de langage et de notion: le démenti ne couvre pas le même champ que celui de l'accusation. Au demeurant, le président Carter ne se contentait pas de réfuter l'accusation mais, ajoutant l'insulte à l'injure, mettait en évidence que la Chine et les États-Unis nourrissent à travers le monde des espoirs communs et que les relations sino-américaines, par leur importance même, nécessitent d'être développées. L'objectif, précisait encore Jimmy Carter, est de vivre en paix avec ce peuple de près d'un milliard de personnes. Faut-il rappeler que c'était l'époque où, tant au Zaïre que dans la Corne de l'Afrique, la Chine apportait un soutien non équivoque au camp antisoviétique.

Dans une incontestable continuité, la Maison Blanche annonçait le lendemain, 27 juin, un voyage de scientifiques américains à Pékin pour le 6 juillet, alors que la Chine manifestait de plus en plus ouvertement sa soif de technologie occidentale. Pour parler le jargon d'usage: la surenchère répondait à l'avertissement.

Il n'est pas question de refaire l'histoire des échanges diplomatiques entre Washington et Pékin ou encore entre Moscou et Washington, mais de situer la phase clé pour en comprendre la vraie nature.

Le contexte de cet été 78 était celui du blocage des SALT, de la cascade d'affaires d'espionnages et du durcissement de la répression soviétique contre les «dissidents», de ladite «déstabilisation» de l'Afrique, contexte exacerbé par l'impossible «linkage» et la sélectivité de la «détente».

De ce fait, l'ouverture chinoise de Washington, alors que Leonid Brejnev en personne se rendait à la frontière soviéto-chinoise pour rassurer les siens et présumément inquiéter les Chinois, était déjà une manière de *contrepois*. Cette théorie a d'ailleurs eu toujours des adeptes à Washington: que pour mener une bonne négociation avec les Soviétiques (entendre: pour les forcer à un compromis) il faut améliorer les relations américaines avec la Chine.

Tout ceci ne tenait d'ailleurs pas compte — en tout cas, n'en tenait pas compte suffisamment — de la

crise intérieure chinoise où l'inépuisable Teng Hsiao-ping, jour après jour, extirpait du tissu chinois toute trace de la Bande des Quatre; une Bande des Quatre qui devint enfin celle des Cinq, une fois qu'on a compris que le premier n'était pas la veuve de Mao mais bien Mao lui-même...

Dans l'intervalle, Pékin se lançait dans une offensive tous azimuts, donnant même quelque espoir à Don Jamieson vite coiffé au poteau par les Européens dans la course au marché chinois, négociant avec le Japon le contrat du siècle et, qui plus est, déléguant le président Hua jusque dans les Balkans pour narquer les Soviétiques dans leur propre zone. Chemin faisant, Enver Hodja était largué comme une vieille savate et Tito rentrait en grâce.

Tout ceci pour comprendre en quoi consistait l'erreur de Brejnev.

Le trompe-l'œil

C'était comme si Leonid Brejnev, solennellement, admettait sur la place publique que la normalisation sino-américaine ferait mal à Moscou, ou encore que l'Union soviétique se sentait effectivement prise à revers par un tel dégel.

On peut imaginer sans peine que les chefs des Bureaux américain et chinois, MM. Woodcock et Chai Tse-min, ont eu une saison d'automne plutôt mouvementée, et on verra un indice flagrant de l'impatience chinoise dans l'accueil chaleureux fait en octobre à James Schlesinger, secrétaire à l'Énergie et champion de la ligne dure envers Moscou. Mais, comme toujours, c'est contre l'obstacle tawanais que venaient buter les efforts. C'est là pourtant que s'impose une précision capitale que les Américains, pris dans leur propre problématique, ne pouvaient comprendre: cet obstacle taiwanais, avec lequel Washington apprend à vivre péniblement, est un *trompe-l'oeil*!

Ainsi, à diverses reprises et, en particulier après la disparition de Chou En-lai et de Mao Tsé-toung, les dirigeants chinois, pris dans la spirale infernale de la lutte de succession, ont clairement annoncé que la «libération» ou la réintégration de Formose à la mère-patrie était du strict ressort de Pékin qui, de ce fait, se réservait la décision en temps et lieu. Il est certes difficile, dans la transposition d'une langue à l'autre, de rendre toutes les nuances, mais le contexte intérieur chinois était tel que ce langage, dur en apparence, signifiait le contraire de ce que les Occidentaux ont généralement cru comprendre. Si, au premier degré de lecture, l'affirmation de Pékin signifiait une non-renonciation à Taiwan et une menace de reconquête, elle signifiait au second degré, que Pékin n'était pas pressé de récupérer Taiwan; ce qui, par le fait même, devait enlever au problème un peu de son acuité.

Ce n'est pourtant pas ce niveau de lecture qui s'imposa à Washington. Et il faut croire que Pékin n'était pas pressé de fournir le code de lecture: forts de cette myopie américaine savamment entretenue